

Fonds de commerce sur le domaine public : bien rédiger ses titres, éviter un risque financier

Date :

Durée : 2.00 heures

Lieu :

Accessibilité et délais d'accès

Handicap : Formation accessible aux personnes en situation de handicap. Pour tout renseignement, merci de contacter le référent handicap au 01.45.49.48.49 ou par mail à l'adresse formation@seban-avocat.fr.

Délais d'accès : 2 jours

Prix : 295.00 € HT / participant, soit 354.00 € TTC / participant

Informations et inscriptions : formation@seban-avocat.fr et/ou au 01.45.49.48.49

Depuis la loi Pinel de 2014, le domaine public peut accueillir des fonds de commerce, ouvrant de nouvelles perspectives mais également de nouveaux défis pour les gestionnaires domaniaux.

La rédaction des titres d'occupation devient essentielle pour sécuriser l'exercice des droits des occupants et prévenir des risques financiers parfois importants.

"Comment adapter vos titres d'occupation aux exigences actuelles ?"

"Quels risques financiers peuvent résulter d'une rédaction ambiguë ?"

"Quelles mesures mettre en place pour sécuriser les titres existants et futurs ?"

Cette formation vous permettra de comprendre le régime particulier de l'occupation domaniale associée à un fonds de commerce, de mettre en conformité vos titres, d'encadrer les droits des occupants et de limiter efficacement le risque pécuniaire.

Profils des apprenants

- Agents de toutes collectivités locales (DGS et secrétaire, responsable juridique / des espaces domaniaux / de la voirie,...)
- Gestionnaires de biens
- Elu.e.s en charge d'enjeux fonciers et/ou domaniaux

Prérequis

- Avoir des notions de droit public général et en lien avec les titres d'occupation domaniaux
- Posséder des notions en droit commercial est un plus
- Avoir déjà rédigé ou amendé des conventions d'occupation du domaine public

Objectifs pédagogiques

- Connaître le régime singulier de l'occupation domaniale assorti d'une constitution d'un fonds de commerce
- Être en mesure de mettre en conformité les titres d'occupation domaniaux

SEBAN & ASSOCIES

282 boulevard Saint-Germain 75007 Paris | Tél : 01.45.49.48.49 | Fax : 01.45.49.33.59 |

formation@seban-avocat.fr | www.seban-associes.avocat.fr

SIRET 434 838 314 00046 – N° déclaration d'activité : 11 75 51367 75

- Savoir donner aux occupants les possibilités d'exercer leurs droits
- Être en mesure de cantonner le risque pécuniaire s'agissant de titres ambigus en cours et écarter le risque pour les titres à venir

Contenu de la formation

- I. Les grands principes – Textes et jurisprudences notoires
 - A. Vocabulaire – de AOT à Zones commerciales
 - B. Avant 2014
 - C. Après 2014
- II. Les écueils à éviter
 - a. Croire qu'il est possible d'écarter la constitution d'un fonds sur le domaine public artificiel
 - b. Laisser croire que l'occupant peut ou pourra bénéficier du régime des contrats commerciaux
- III. Les préconisations à suivre
 - A. Bien qualifier son domaine : public ou privé ?
 - B. Revoir la rédaction de ses titres – Formules & clause type
 - C. Contenir le risque indemnitaire

Équipe pédagogique

- Responsable du centre : Marie-Hélène PACHEN-LEFEVRE - mhpachenlefevre@seban-avocat.fr
- Responsable administrative : Anne DEGANIS - adeganis@seban-avocat.fr
- Référent handicap : Jennifer GIFFE - formation@seban-avocat.fr
- Responsable pédagogique : Jennifer GIFFE - formation@seban-avocat.fr
- Responsable des réclamations : Jennifer GIFFE - formation@seban-avocat.fr
- Intervenant : Thomas MANHES, Avocat associé de Seban Armorique - tmanhes@seban-armorique.fr

Moyens pédagogiques et techniques

- Espace extranet individualisé reprenant toutes les informations de la formation : règlement intérieur, lien Zoom,
- Exposé de l'état du droit et des évolutions récentes
- Approche pratique en lien avec l'expérience des dossiers traités par l'avocat
- Questions/réponses avec les apprenants
- Discussion autour des retours d'expérience
- Support pédagogique déposé sur votre espace extranet individualisé à l'issue de la formation

Dispositif de suivi de l'exécution de l'évaluation des résultats de la formation

- Feuille d'émargement pour le suivi de l'exécution de la formation
- Certificat de réalisation remis au terme de la formation
- Evaluation d'entrée pour déterminer votre niveau de connaissance avant la formation
- Evaluation des acquis à la fin de la formation via un quiz
- Dans le cadre de notre démarche d'amélioration continue, un questionnaire de satisfaction à chaud vous sera transmis à la fin de formation.

Qualité et indicateurs de résultats

Taux de satisfaction moyen en 2024 : 91%



Programme créé le 1 décembre 2025 - Version 1